

DELEGATION REGIONALE PARIS ILE DE FRANCE SUD
Pôle Achats
48-50, rue Albert
75640 Paris Cedex 13

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Objet du marché

**Marché de travaux pour la création d'une animalerie
Microseb**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Marché à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, R2123-1,
R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.**

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :
Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)
Délégation Régionale Paris Ile de France sud

-

SOMMAIRE

ARTICLE 1- DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 2- PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 3- INTERVENANT SUR L'OPERATION.	5
ARTICLE 4- CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 5- MISE EN ŒUVRE DU MARCHE	9
ARTICLE 6- RECEPTION DES TRAVAUX	9
ARTICLE 7- PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	10
ARTICLE 8- GARANTIE FINANCIERE	14
ARTICLE 9- AVANCES	14
ARTICLE 10- TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES	15
ARTICLE 11- SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 12- PENALITES	15
ARTICLE 13- ASSURANCE	16
ARTICLE 14 - DELAIS DE GARANTIE	17
ARTICLE 15 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS DE NATIONALITE ETRANGERE	17
ARTICLE 16 - DEVELOPPEMENT DURABLE	17
ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITES	18
ARTICLE 18- RESILIATION – MESURES COERCITIVES	18
ARTICLE 19 – RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES	19
ARTICLE 20 - MODIFICATIONS DES CONDITIONS DU MARCHE	19
ARTICLE 21 - DIFFERENDS ET LITIGES	19

ARTICLE 1- DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des travaux pour La création d'une animalerie microseb au niveau rez de chaussée bas au Bâtiment g Pincus kremlin Bicêtre à l'adresse suivante :

Bâtiment Grégory Pincus
Hôpital du Kremlin Bicêtre
80, rue du général Leclerc
94276 Le Kremlin Bicêtre

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) et les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Les travaux se dérouleront en site occupé.

1.2 Forme du marché

Le marché est un marché de travaux ordinaire à prix global et forfaitaire.

1.3 Répartition en lot

Le marché est alloti de la manière suivante :

Lot n°1 : installations de chantier / curage / démolitions / Gros œuvre / menuiserie / finition

Lot n°2 : CVC / plomberie / gaz spéciaux

Lot n°3 : Electricité Courants Forts et Courants Faibles.

1.4 Prestations éventuelles supplémentaires

Les candidats devront obligatoirement formuler une offre pour les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

1.4.1. Prestations supplémentaires éventuelles dans le cadre des travaux du lot 1 :

Pose de murale en lieu et place du revêtement DECOCLEAN

1.4.2. Prestations supplémentaires éventuelles dans le cadre des travaux du lot 2 :

Système de récupération d'énergie

1.4.3. Prestations supplémentaires éventuelles dans le cadre des travaux du lot 3 :

Alimentation électrique pour motorisation des portes

1.5 Durée du marché et Délai d'exécution

1.5.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire et prend fin à l'issue de l'expiration du délai de garantie de parfaitement achèvement des marchés de travaux, tel que défini à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

1.5.2 Délai d'exécution

La durée globale d'exécution des travaux est de 6 mois (hors période de préparation et approvisionnement)

Le marché est exécuté à compter de la réception d'un ordre de service après la notification du marché.

Le point de départ du délai des études d'exécution (non compris approvisionnement matériel & travaux) des prestations est la réception de l'ordre de service par le titulaire.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux. Il est fixé une période de préparation d'une durée inférieure à 2 mois. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

ARTICLE 2- PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) et ses Annexes financières : Les Décompositions de Prix Globale et Forfaitaire du titulaire (DPGF) de chaque lot
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses techniques commun à tous les lots (CCTC)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (plans et schémas)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, publié au journal officiel le 01 avril 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Rapports amiantes et plomb, Plan général de coordination (PGC), Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- Le mémoire technique du titulaire

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le maître d'ouvrage et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3- INTERVENANT SUR L'OPERATION.

3.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est :

Inserm - Délégation Régionale Paris ile de France sud

48-50, rue Albert
75640 PARIS Cedex 13
Tél : 01 85 55 38 00
Fax : 01 85 55 38 02

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage", « personne publique » ou « l'Inserm ».

3.2 Conduite d'opération

Pour le présent marché, la conduite d'opération sera assurée par :

Inserm - Délégation Régionale Paris ile de France sud

48-50, rue Albert
75640 PARIS Cedex 13
Tél : 01 85 55 38 00
Fax : 01 85 55 38 02

3.3 Maîtrise d'œuvre

Pour le présent marché, la maîtrise d'œuvre sera assurée par :

Bim Ingénierie

21 avenue Edouard Belin
92500 RUEIL MALMAISON

3.4 Ordonnancement, pilotage et coordination

Pour le présent marché, l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux sera réalisée par

Bim Ingénierie

21 avenue Edouard Belin
92500 RUEIL MALMAISON

3.5 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire du marché de coordination SPS est l'entreprise :

APAVE IC PARIS IDF EST CSPS

Bâtiment Iris
84 rue C Michels
93284 SAINT DENIS CEDEX

3.6 Contrôleur technique

Le titulaire du marché de contrôle technique est :

Socotec agence construction val de marne

Pole construction idf est
108 112 avenue de la liberté
94700 maisons Alfort

ARTICLE 4- CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Lieu d'exécution

Les travaux visés par le présent marché portent sur le bâtiment suivant :

Bâtiment G Pincus

Hôpital de kremlin Bicêtre
80 rue de général Leclerc
94276 Kremlin Bicêtre

L'accès au site s'effectuera pendant les horaires d'ouvertures, soit de 8h à 18h les jours ouvrés.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre, avoir effectué une visite complète des lieux pour apprécier exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à ses obligations ou réclamer des suppléments de prix.

4.2 Personnel

Le titulaire désigne une équipe dont la compétence et la qualification est adaptée à la prestation demandée dans le cadre du marché. Il assurera l'encadrement hiérarchique et le contrôle de ses personnels présents sur le site.

Le personnel du titulaire devra avoir la maîtrise des équipements qu'il met en place et la connaissance de ses fonctionnalités.

4.3 Sécurité

Les prestations seront à réaliser sur site occupé. L'attention du titulaire est attirée sur les dispositions à prendre afin de garantir, outre son propre personnel, la sécurité et la protection des personnes présentes sur le site à quelque titre que ce soit.

Il devra également prendre toutes dispositions nécessaires, à ses frais et risques, pour réduire dans toute la mesure du possible les gênes imposées aux usagers des dits lieux, notamment celles qui peuvent être causées par le bruit, les vibrations et les poussières.

4.4 Installation du chantier

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-Travaux, le titulaire doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Pour l'installation des chantiers, dépôts provisoires de matériels et matériaux, le titulaire bénéficie de l'emprise du terrain qui sera définie par le maître d'ouvrage.

Lesdits emplacements doivent être remis en état par le titulaire à la fin des travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Le maître d'ouvrage ne met pas de locaux à la disposition de l'entreprise hormis pour la salle de réunion.

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatives aux installations de chantier.

4.5 Gestion des déchets de chantier

Voir le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité de l'Inserm en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Les entreprises devront faire leur affaire personnelle des déchets qu'ils produisent ainsi que de leur valorisation.

Conformément à l'article 36.2 du CCAG-Travaux, afin que l'Inserm puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet à l'Inserm, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG-Travaux.

4.6 Nettoyage des lieux

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour le maintien de la propreté des lieux pendant et après l'exécution des prestations. Les dégâts occasionnés pour l'exécution des prestations de ce marché seront réparés aux frais du titulaire.

Au-delà des mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues à l'article 31 du CCAG-Travaux, le titulaire est soumis au respect des prescriptions suivantes :

Par complément à l'article 31.4.2 CCAG-Travaux, les locaux destinés aux personnels et les installations annexes de chantiers doivent être maintenus par le titulaire en parfait état de propreté y compris leur aspect extérieur : retrait de l'affichage et remise en peinture éventuellement.

Par complément à l'article 37 CCAG-Travaux, le titulaire prend également toutes dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

Ces mesures sont prises spontanément par le titulaire. A défaut, le maître d'œuvre prescrit, par ordre de service, l'exécution des travaux de propreté manquants et le délai dans lequel ils sont exécutés.

4.7 Réunion et Compte rendu de chantier

Le titulaire, ou son représentant, est convoqué aux réunions liées à l'exécution du chantier.

Une première réunion de lancement est prévue sur la base d'un ordre de service qui indiquera la date de convocation. En cas d'absence non excusée à cette réunion, le titulaire s'expose au paiement d'une pénalité telle que prévue à l'article 12.3 du présent CCAP.

A l'issue de la réunion de lancement est établi un compte-rendu de réunion qui prévoira la date de la réunion de démarrage du chantier et la périodicité des réunions de chantier. Ce document prévoira également la liste des intervenants attendus. A nouveau, en cas d'absence non excusée à l'une de ces réunions, le titulaire s'expose au paiement d'une pénalité telle que prévue à l'article 12.3 du présent CCAP.

Un compte-rendu de réunion est transmis et diffusé à la suite de chaque réunion périodique et retrace l'avancée (ou retard), les difficultés rencontrées et les personnes en charge de les résoudre (maîtrise d'ouvrage le plus souvent). Le compte-rendu reprend également un tableau des pénalités qui sera mis à jour à l'issue de chaque réunion. La rédaction du compte rendu de réunion revient au maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre les décisions prises dans les comptes rendus de chantier, sauf réserve écrite reçue avant la réunion de chantier suivante, par mail au Moe, avec copie au MO.

4.8 Etude d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre.

Ils sont transmis sous forme papier en trois exemplaires, dont un sur un support permettant la reproduction.

Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à dix jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG travaux, l'entreprise doit remettre une copie du bordereau d'envoi et des documents, qu'elle envoie pour avis au contrôleur technique ou au coordinateur SPS, au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Dans le cas contraire, elle pourra être tenue pour responsable du retard pris sur le chantier. Elle encourra alors sur ses honoraires les pénalités fixées à l'article 12 du présent C.C.A.P. pour retard d'exécution qui courront jusqu'au renvoi des documents à ces organismes dans les formes convenues au marché.

4.9 Documents fournis après exécution

Les dispositions de l'article 40 du CCAG travaux s'appliquent.

Le contenu du DOE (Dossier des ouvrages exécutés) est fixé comme suit :

- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire ;

- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doit être remis au maître d'œuvre au plus tard un mois après la date de réception des travaux indiquée dans le formulaire EXE 6.

Le défaut de remise des documents mentionnés à l'article 40 du CCAG travaux entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

Ces documents sont fournis en trois exemplaires, dont un sur support informatique en permettant la reproduction, sur clé USB.

ARTICLE 5- MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ

Un bon de commande engageant les prestations objet du marché sera transmis au titulaire et comportera notamment :

- La référence du marché
- Le numéro du bon de commande
- La désignation des prestations demandées
- Les quantités
- Le prix total hors taxes
- Le montant de la TVA
- Le prix total toutes taxes comprises

Les travaux feront l'objet d'un calendrier arrêté conjointement par le titulaire du marché, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire du marché, à l'appui de son offre.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution fixés dans le calendrier d'exécution. Durant le délai global, tous les travaux prévus aux marchés devront avoir été exécutés y compris le délai de repliement des installations, la remise en état des lieux et les nettoyages.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'exécution de l'ensemble des travaux en parfait état dans le délai prévu.

ARTICLE 6- RECEPTION DES TRAVAUX

La réception générale des travaux se fera après avoir vérifié la conformité des travaux par rapport au cahier des charges, par des essais en fonctionnement avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

En cas d'écart sur la qualité ou la conformité des prestations réalisées par le titulaire et dûment notifiés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle, le titulaire doit sans délai engager les actions permettant de corriger les défauts constatés.

La procédure de réception se déroule dans les termes de l'article 41 du CCAG travaux.

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnée, à l'article 41.1 du CCAG la réception ne peut être prononcée du fait de l'entreprise, la date d'achèvement des travaux étant repoussée, le titulaire du présent marché est susceptible de l'application des pénalités. Le titulaire du présent marché bénéficie d'un délai pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 7- PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

7.1- Mode de détermination du prix

L'unité monétaire du présent marché est l'euro.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, il reconnaît avoir, notamment avant la remise de son offre:

- pris connaissance complète et entière de l'opération et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, etc.

Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

Les prix figurent dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), annexé au présent document.

Les prix sont indiqués hors taxes et toutes taxes comprises et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux du présent marché conformément au présent CCAP.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les travaux ainsi que tous les frais afférents (assurances, transport du matériels, documentation). De même, ces prix comprennent toutes les sujétions liées à l'exécution des travaux, et s'entendent pour une réalisation conforme aux prescriptions contenues dans le présent document, de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter.

Sont compris dans le prix forfaitaire non seulement tous les ouvrages indiqués dans les pièces du marché mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement des prestations décrites.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune majoration des prix forfaitaires pour raison d'erreur ou d'omission au présent document ou dans le cahier des clauses techniques particulières. Etant bien spécifié que l'entreprise peut solliciter, par écrit au maître d'œuvre, tous les renseignements qui lui feraient défaut, sur les détails qui peuvent être omis dans les pièces du marché pendant la période de consultation auprès du maître d'œuvre.

Passé ce délai et sans observations de sa part, le titulaire reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails ou omissions éventuellement présents dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Si le titulaire estime qu'il y a dans le dossier des omissions, des erreurs ou des non-conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Ces éventuelles modifications s'accompagneraient d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

A défaut du respect de cette disposition, le titulaire du marché supporterait les charges financières et le cas échéant, les responsabilités judiciaires correspondantes, étant entendu que sa prestation finale devra être conforme à l'ensemble des documents constituant le dossier, ainsi qu'à la réglementation en vigueur et aux règles de l'Art.

Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans son offre n'excédant pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le taux des taxes applicables notamment de la TVA est celui en vigueur au moment du fait générateur.

7.2- Actualisation des prix

Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Lot n°1 : installations de chantier / curage / démolitions / Gros œuvre / finition : BT01 - menuiserie BT18a

Lot n°2 : CVC-Gaz Spéciaux : BT41 - Plomberie : BT 38

Lot n°3 : Electricité Courants Forts et Courants Faibles : BT47

Modalités de variation des prix :

$$P = P_0 \times [BT(n-3)/BT_0]$$

P = prix actualisé

P₀ = prix initial

BT(n-3) = c'est la valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois

BT₀ = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché

BT-3 et BT₀ sont les valeurs de l'index BT de chaque lot prises respectivement au mois "md-3" et au mois "m0" sous réserve que le mois "md" du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois "m0".

7.3- Modalité de règlement des comptes

Le mode de règlement choisi par l'Inserm est le virement bancaire.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE) ou à tout autre compte que le titulaire lui désignerait ultérieurement par relevé bancaire ou postal.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par les articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique. **Le Comptable secondaire assignataire de la dépense est :**

L'Agent-Comptable Secondaire de l'Inserm Délégation Régionale Paris Ile de France sud

L'Ordonnateur secondaire et l'Agent-Comptable secondaire sont tous les deux installés à l'adresse suivante :

INSERM
Délégation régionale Paris IDF Sud
48/50, rue Albert
75640 Paris Cedex 13

Tél : 01 85 55 38 24
Fax : 01 85 55 38 02
Courriel : acs-paris11@inserm.fr

Demande de paiement

Au fur et à mesure de l'avancé de la phase d'exécution, l'entrepreneur remet sa demande de paiement au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte. Celle-ci est datée et mentionne les références du marché.

Ce projet de décompte établit le montant total, arrêté à la fin de la phase exécutée précédente, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le mandataire du groupement solidaire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Les demandes de paiement sont libellées au nom du pouvoir adjudicateur :

INSERM
Délégation régionale Paris IDF Sud
48 50 rue Albert
75640 paris cedex 13

Elles sont transmises via le portail chorus pro

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte de la phase exécutée ou définitif.

Acomptes phase exécutée cf. Article 12 CCAG TRAVAUX

A partir du décompte de la phase exécutée, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte à régler au titulaire faisant ressortir :

- Le montant de l'acompte (différence entre le montant du décompte mensuel ou phase exécutée considéré et celui du décompte mensuel précédent ou phase payée précédente),
- Le montant de la TVA,
- Les pénalités, s'il y a lieu,
- L'effet de la révision de Prix
- Le montant de l'avance à attribuer ou à rembourser au titulaire, s'il y a lieu,
- Le montant de la retenue de garantie.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire par tout moyen l'état d'acompte et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Les décomptes des phases exécutées sont libellés à :

INSERM
Délégation régionale Paris IDF Sud
48 50 rue Albert
75640 paris cedex 13

Facture dématérialisée : portail Chorus Pro

Les factures dématérialisées devront comporter de **façon obligatoire**, les informations suivantes :

- 1. Le numéro de Siret identifiant le site de facturation : 180 036 048 02409**
- 2. Le code service : DRPA11**
- 3. Le numéro d'engagement : bon de commande**

Les structures logiques des Siret et du Code Service sont présentes sur le portail Chorus Pro, afin d'assurer un premier acheminement de vos factures vers les utilisateurs concernés.

Le numéro de bon de commande reste nécessaire pour l'étape de rapprochement entre la facture et la commande. Par ailleurs, vos documents porteront en zone non obligatoires les références de

marché ou de contrats qui permettent leurs rapprochements en l'absence d'un numéro de bon de commande.

Demande de paiement final – décompte général – solde cf. art 12 CCAG TRAVAUX

Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG TRAVAUX ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 CCAG TRAVAUX.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre ou, en cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par le maître d'ouvrage.

Décompte général définitif - Solde : Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de l'article 12.4.2 Du CCAG TRAVAUX.

Le maître d'ouvrage valide, le cas échéant rectifie, et signe le projet de décompte général. Celui-ci devient alors le décompte général.

Les demandes de paiement sont transmises via le portail chorus pro (cf article 7.3 du présent CCAP) conformément aux dispositions prévues aux articles 12.4.1 à 12.4.5 du C.C.A.G. Travaux.

Il est indiqué que le recouvrement des sommes éventuelles dont une entreprise serait débitrice au titre de son marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

Pour les projets de décompte final qui présentent une certaine qualité de recevabilité, le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre convoqueront l'entrepreneur à un entretien, avant d'arrêter le contenu du décompte général. Un procès-verbal de cet entretien sera rédigé par le Moe et diffusé au MO et à l'entrepreneur par courrier recommandé avec AR.

Règlement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C., le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Inserm est payé directement.

7.4 – délais global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est porté à 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- pour une demande de paiement d'un acompte : la date de réception par le maître d'œuvre ;
- pour la demande de paiement du solde du marché : la date de réception du décompte général définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

Le dépassement du délai de paiement contractuel fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 8- GARANTIE FINANCIERE

Conformément aux articles R2191-32/33 du CCP une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Pour les marchés publics conclus par l'Etat et une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3 %.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Conformément à l'article 44 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est d'un an à compter de la date de réception pour l'ensemble des ouvrages. Ce délai correspond à l'obligation de parfait achèvement des travaux.

La retenue de garantie sera restituée au bout d'un an sous réserve que le titulaire ait satisfait à ses obligations durant cette période.

Substitution de la retenue de garantie :

La retenue de garantie pourra être remplacée par la constitution d'une garantie à première demande. Les dispositions des articles R2191-36 du CCP.

En cas de groupement, chaque membre du groupement fournit une garantie. Si le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Constitution et complément :

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Restitution des garanties :

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, sauf prolongation du délai de garantie, telle que prévue à l'article 44.2 du CCAG/Travaux.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles ont été levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement ou la retenue remboursée un mois au plus tard après la date de leur levée.

ARTICLE 9- AVANCES

Une avance pourra être accordée au titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct par application de l'option A du CCAG et conformément aux conditions mentionnées à l'article R.2191-3 du CCP.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions

mentionnées à l'article R. 2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande le taux de l'avance est prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 10- TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Pour les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, les prix d'unités contenus dans les décompositions des prix forfaitaires sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux. Par dérogation aux articles 14.4 et 14.5 du CCAG travaux, les prix nouveaux pour des prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiés par avenant.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre un mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

ARTICLE 11- SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L2193-1 et suivants de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du RPA l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire doit remettre au RPA contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement devront être demandés dans les conditions définies aux articles R2193-10 et suivants du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'Inserm le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 50.3 du CCAG- Travaux.

ARTICLE 12- PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

12.1- Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux en cas de retard dans l'exécution des travaux ou d'approvisionnement du matériel, le titulaire sera soumis à des pénalités à raison de 150 euros HT par jour de retard.

12.2- Défaut de présentation de documents

En cas de retard dans la remise des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages, le titulaire encourt des pénalités s'élevant à **150 €** hors taxe par jour calendaire de retard sur les sommes dues au titulaire.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution, le titulaire encourt des pénalités s'élevant à **100 €** par jour calendaire de retard.

12.3- Absence ou retard aux réunions de chantier

Les pénalités encourues pour absence ou pour tout retard supérieur à 30 minutes aux rendez-vous ou réunions de chantier sont de **150 € hors taxe à chaque absence ou retard**, par titulaire convoqué par le Moe.

12.4- Non remise en état des lieux après intervention

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En cas de non remise en état des lieux après interventions, une pénalité de 100 euros HT sera appliquée par jour de retard.

12.5- Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du Code du travail, des pénalités de retard peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles

L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

En cas de non-respect des obligations précitées, le maître d'ouvrage adressera au titulaire en lettre recommandée avec accusé de réception une injonction de régulariser sa situation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

En l'absence de régularisation dans le délai indiqué, le maître d'ouvrage pourra décider soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, soit d'appliquer une pénalité de **cinquante euros (50 €)** par jour de retard.

Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché et ne peut excéder le montant des amendes prévues aux articles L 8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

12.6- Pénalités pour non respects des engagements environnementaux et sociaux

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements environnementaux et sociaux tels que définis dans les pièces du présent marché.

ARTICLE 13- ASSURANCE

En application de l'article 8 du CCAG-travaux, du code civil et du code des assurances, le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les polices d'assurances nécessaires couvrant :

1. Sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers et du maître d'ouvrage, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations - dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. En cas de travaux sur existants, ces garanties sont étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage ;

2. Sa responsabilité civile décennale découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, le garantissant pour la mission confiée sur l'opération.

La police souscrite comporte au minimum les garanties de :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra fournir les attestations d'assurance correspondantes justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que les garanties sont en rapport avec l'importance de l'opération.

Par ailleurs, il doit produire, à toute demande de l'Inserm, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 14 - DELAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG- Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

ARTICLE 15 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS DE NATIONALITE ETRANGERE

Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

ARTICLE 16 - DEVELOPPEMENT DURABLE

16.1 Dispositions environnementales

Le titulaire retenu s'engage dès la prise en charge du marché, à mettre en place et adopter une organisation et un fonctionnement privilégiant le respect de l'environnement.

À ce titre le titulaire doit notamment :

- Utiliser des produits respectant l'environnement ;
- Limiter les déchets de fonctionnement ;
- Recycler les déchets ;
- Faire respecter les règles du tri des déchets ;
- Prendre toutes les mesures visant à limiter la consommation d'énergie dans le cadre de ses activités sur les sites d'intervention ;

Il s'engage à mettre en œuvre les stipulations prévues aux CCTP et appliquer ses engagements en ce qui concerne les produits utilisés dans le cadre de l'exécution des travaux, la gestion et le tri des déchets, les méthodes pour limiter la consommation d'eau et d'énergie ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

Le titulaire doit veiller à la formation du personnel au respect des consignes de collecte sélective des déchets.

À tout moment le titulaire devra apporter la preuve de la parfaite traçabilité du processus de traitement des déchets (certificats de destruction, agréments de transport, bordereaux de suivi des déchets, etc...).

Tous les documents relatifs à la gestion des déchets doivent être répertoriés et accessibles à tout moment à la personne publique sur simple demande. Ces documents doivent être produits dans un délai de quarante-huit (48) heures.

Le titulaire précise dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection et de la valorisation de l'environnement.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 12.6 du présent CCAP.

16.2 Dispositions sociale

Le titulaire s'engage à soumettre à l'Inserm, à la fin de travaux, un rapport détaillant les actions sociales mises en œuvre dans le cadre du marché (ex. emploi local, formation à l'insertion, sensibilisation à la diversité). Ce rapport devra inclure des indicateurs mesurables (nombre d'heures, personnes impliquées) et des pièces justificatives (attestations, fiches de paie, bordereaux).

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 12.6 du présent CCAP.

ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITES

Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du Titulaire ; si cet engagement n'est pas respecté, le Titulaire peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Le Titulaire et la personne publique s'engagent, chacun pour sa part à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 18- RESILIATION – MESURES COERCITIVES

18.1 Résiliation du marché

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire énuméré à l'article 50.3 du CCAG travaux, le titulaire n'aura droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, l'article 50.1 du CCAG travaux est applicable.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

18.2 Mesures coercitives

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou au calendrier d'exécution validé par l'ensemble des parties, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché peut être décidée.

ARTICLE 19 – RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES

Tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, le titulaire devra transmettre une attestation de fourniture des déclarations sociales et fiscales, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail, l'Inserm devra enjoindre au titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de deux mois, l'Inserm peut rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr.

ARTICLE 20 - MODIFICATIONS DES CONDITIONS DU MARCHE

La modification des contrats en cours d'exécution est encadrée par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- ☐ Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- ☐ Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- ☐ Modification du SIRET du titulaire ;
- ☐ Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

Modifications des conditions du marché

En cas de modifications des conditions du marché telles qu'elles nécessiteraient la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la notification dudit avenant, après visa des instances de contrôle.

ARTICLE 21 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit public, territorialement compétente.

Les parties consentent à reconnaître selon la nature du litige la compétence du comité consultatif de règlement amiable des litiges ou celle du Tribunal administratif de Paris pour tout litige lié à ce marché :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Inserm – Délégation Régionale Paris Ile de France sud
Service achats

48/50, rue Albert
75640 Paris Cedex 13

Tél : 01 85 55 38 34
Fax : 01 85 55 38 02
Courrier électronique (e-mail): achat.paris11@inserm.fr

ARTICLE 22 - Dérogations au CCAG/Travaux

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
Article 2 Article 4.8 Article 4.9 Article 10 Article 12 Article 12.1	Article 4.1 Article 29 Article 40 Articles 14.4 et 14.5 Article 19.2.4 Article 19.2.3